

**Union européenne - Conseil de
stabilisation et d'association entre
l'ancienne République yougoslave
de Macédoine et l'Union européenne
- Déclaration conjointe à la presse -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 13 juillet 2018)**

La 14e réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre l'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Union européenne s'est tenue le 13 juillet 2018, sous la présidence de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, Federica Mogherini, le commissaire Johannes Hahn représentant la Commission européenne. La délégation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine était conduite par M. Nikola Dimitrov, ministre des affaires étrangères. M. Bujar Osmani, vice-Premier ministre chargé des affaires européennes, était également présent.

Le Conseil de stabilisation et d'association a rappelé que l'accord de stabilisation et d'association (ASA) reste la pierre angulaire des relations entre l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine jusqu'à l'adhésion du pays à l'UE. Il a pris note de l'objectif principal du pays, à savoir l'ouverture de négociations d'adhésion, et a pris acte du fait que le gouvernement était fermement résolu à l'atteindre. Le Conseil de stabilisation et d'association a salué le fait que l'UE a récemment défini la voie à suivre pour l'ouverture de négociations d'adhésion en juin 2019, qui repose sur la poursuite des progrès et l'obtention de résultats tangibles ainsi que sur le maintien et l'approfondissement de la dynamique de réforme en cours. Le Conseil de stabilisation et d'association a pris acte de l'intention de la Commission et du gouvernement d'entamer les travaux préparatoires nécessaires.

En ce qui concerne les relations de bon voisinage, le Conseil de stabilisation et d'association s'est vivement félicité de la signature de l'accord intervenu avec la Grèce sur la question du nom et la mise en place d'un partenariat stratégique, ainsi que de l'entrée en vigueur du traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la Bulgarie, qui constitue un très bel exemple à suivre par d'autres dans la région pour renforcer les relations de bon voisinage. Le Conseil de stabilisation et d'association demande instamment à tous les dirigeants, partis politiques et citoyens de prendre conscience des avantages qu'apportera le règlement du différend sur le nom, qui constitue un problème de longue date, et à oeuvrer dans un esprit positif à la ratification et à la mise en oeuvre de cet accord.

Le Conseil de stabilisation et d'association a fait le point sur les principaux développements qui sont intervenus au cours de la précédente période en ce qui concerne le respect des critères politiques, ainsi que sur la situation relative aux critères économiques, à la coopération financière et à la mise en oeuvre de l'accord de stabilisation et d'association, y compris les réformes institutionnelles. Il a pris acte des résultats de la réunion du comité de stabilisation et

d'association qui s'est tenue les 19 et 20 juin 2018.

Pour ce qui est des critères politiques, le Conseil de stabilisation et d'association a examiné les principales évolutions politiques. Il s'est félicité que le pays ait surmonté sa profonde crise politique et a salué les mesures significatives que le gouvernement a prises pour restaurer progressivement une culture de compromis en s'adressant à toutes les parties prenantes, y compris l'opposition, pour renforcer la démocratie et l'Etat de droit et pour démontrer une réelle volonté de mener des réformes d'une manière inclusive et transparente. Le Conseil de stabilisation et d'association a accueilli avec satisfaction les premières mesures concrètes prises en vue de rétablir l'indépendance de l'appareil judiciaire, par la mise en oeuvre des réformes prioritaires à opérer d'urgence, qui marquent le début d'un renversement de situation par rapport aux années précédentes. Il a pris note avec satisfaction de l'amélioration du fonctionnement des tribunaux et des suites données au travail des services du procureur spécial. Le Conseil de stabilisation et d'association s'est dit conscient que des efforts concrets ont été déployés en vue d'accroître la transparence et la responsabilisation et d'associer les parties prenantes externes à la définition des politiques, s'est félicité de l'amélioration du climat pour la liberté des médias et a constaté que l'environnement dans lequel la société civile opère s'est considérablement amélioré.

Le Conseil de stabilisation et d'association s'est félicité de la poursuite de la mise en oeuvre de l'accord de Przino et des progrès substantiels réalisés dans la mise en oeuvre des "réformes prioritaires à opérer d'urgence". Il s'est accordé à reconnaître qu'il importe de maintenir et d'approfondir la dynamique de réforme en cours, notamment au moyen du "Plan 18", et d'assurer la mise en oeuvre effective des réformes en cours et prévues, en particulier en ce qui concerne les réformes du système judiciaire et la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, y compris à haut niveau, ainsi que la réforme des services de renseignement et de sécurité. Il a également rappelé l'importance que revêt une administration publique dépolitisée fondée sur le mérite. Le Conseil de stabilisation et d'association a salué la participation du pays en qualité d'observateur à l'Agence des droits fondamentaux. Il a rappelé que la mise en place de mesures de confiance sur le long terme et de politiques plus proactives était importante pour accroître encore la confiance et tisser des liens entre les communautés, et il a salué les mesures prises par le gouvernement à cet égard.

Le Conseil de stabilisation et d'association s'est félicité que le pays continue de participer activement, et selon une approche constructive, à des initiatives de coopération régionale, qu'il participe à l'initiative pour la région adriatique et ionienne et qu'il ait organisé le premier sommet numérique régional, qui a contribué au renforcement de l'économie numérique de la région.

Le Conseil de stabilisation et d'association a en outre pris acte des efforts déployés par le pays pour faire face au défi posé par la crise européenne des migrants et des réfugiés, et il espère que cette coopération mutuellement bénéfique se poursuivra à l'avenir.

En ce qui concerne l'évolution de la situation économique, le Conseil de stabilisation et d'association a rappelé les orientations stratégiques ciblées convenues en mai 2018 entre l'UE et les Balkans occidentaux et la Turquie sur les programmes de réforme économique, et il a encouragé le gouvernement à centrer ses efforts sur leur mise en oeuvre et leur suivi. Il a pris note du bon degré de préparation pour ce qui est de mettre en place une économie de marché

viable et a invité le pays à relever les principaux défis qui subsistent.

Le Conseil de stabilisation et d'association a salué l'engagement pris par le gouvernement de consentir davantage d'efforts pour accroître l'absorption des fonds de l'UE. Il s'est félicité de l'adoption des stratégies de réforme de l'administration publique et de la gestion des finances publiques, attendues de longue date, laquelle adoption permettra un appui budgétaire de l'UE. Il a souligné l'importance d'une bonne gestion financière et la nécessité de se conformer pleinement aux critères de l'approche sectorielle, ainsi que d'assurer la mise en oeuvre des recommandations de la Cour des comptes européenne.

Le Conseil de stabilisation et d'association a pris note des progrès réalisés dans différents domaines couverts par l'accord de stabilisation et d'association et s'est félicité du niveau élevé d'intégration commerciale avec l'UE. Il a insisté sur l'importance de poursuivre l'alignement sur l'acquis de l'UE, en particulier pour ce qui est du marché intérieur, et a salué les progrès réalisés concernant d'autres engagements internationaux, par exemple en ce qui concerne la connectivité dans les secteurs de l'énergie et des transports. À cet égard, il a accueilli avec satisfaction l'adoption de la nouvelle loi sur l'énergie.

Le Conseil de stabilisation et d'association s'est en outre réjoui à la perspective du passage à la deuxième phase de l'accord de stabilisation et d'association./.